

Table de concertation  
du mouvement



des femmes  
de la Mauricie

## **Pauvreté et exclusion : encore conjuguées au féminin pluriel**

Mémoire préparé dans le cadre de la consultation publique en  
matière de lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale

présenté par

Table de concertation du mouvement des femmes  
de la Mauricie (TCMFM)

*Le 22 janvier 2016*

# **Pauvreté et exclusion : encore conjuguées au féminin pluriel**

Trois-Rivières, le 22 janvier 2016

Monsieur le Ministre Sam Hamad  
Ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale  
425, rue Saint-Amable, 4e étage  
Québec, (Québec)  
G1R 4Z1

Monsieur le Ministre Hamad,

Parce que sur 10 personnes qui travaillent au salaire minimum, six sont des femmes.

Parce que les femmes gagnent en moyenne 2,25\$/heure de moins que les hommes.

Parce que ce sont encore et surtout les femmes qui se chargent des tâches domestiques et des soins aux enfants.

Parce que les femmes âgées de 65 ans et plus ne disposent que de 59% du revenu des hommes du même âge.

Parce que pour chaque quintile de revenu, les hommes gagnent plus cher que les femmes.

Parce que parmi les femmes les plus pauvres âgées de 45-64 ans, 35% ont reçu un diagnostic pour les problèmes de santé chronique.

Parce que dans une famille monoparentale avec une femme à sa tête, on est deux fois plus souvent pauvre que dans une famille monoparentale avec un homme à sa tête.

Parce que 36% des femmes autochtones sont en situation de pauvreté.

Parce que le taux de chômage des femmes immigrantes est presque quatre fois plus élevé que chez les femmes nées au Canada.

Parce que les femmes vivant une situation de handicap occupent une position précaire sur le marché du travail.

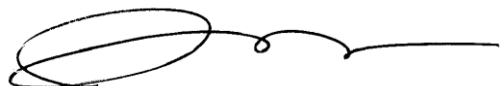
La TCMFM se sent particulièrement préoccupée par la consultation publique en matière de lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale et appuie le Collectif pour un Québec sans pauvreté qui demande la réalisation de ces cinq revendications dans le prochain plan gouvernemental de lutte contre la pauvreté, soit :

- Le rehaussement des protections publiques pour assurer à touTEs un revenu au moins égal à la mesure du panier de consommation (MPC), soit 17 246 \$ par année (2013).
- La fixation du salaire minimum à au moins 13,37 \$ l'heure (2015) et sa révision annuelle afin qu'une personne seule travaillant 35 heures par semaine sorte de la pauvreté.
- La réduction des inégalités socioéconomiques entre les plus pauvres et les plus riches.
- La mise en place d'une campagne sociétale visant à changer les mentalités et à contrer les mythes sur la pauvreté et les préjugés envers les personnes qui la vivent.
- L'amélioration continue de l'accès, sans discrimination, à des services publics universels et de qualité.

## **Pauvreté et exclusion : encore conjuguées au féminin pluriel**

Nous profitons également de l'occasion pour vous dire que nous sommes contre le projet de loi 70 qui mettrait en place Objectif Emploi. Ce programme qui vise à obliger les premiers demandeurs d'aide sociale à participer à un « plan d'intégration à l'emploi » et à accepter tout emploi jugé « convenable » n'est pas une solution pour lutter contre la pauvreté. Couper les prestations de personnes qui sont loin de couvrir leurs besoins de base est tout simplement inacceptable. Nous croyons que ce projet de loi va l'encontre d'un plan d'action qui permettrait de réellement lutter contre la pauvreté.

En souhaitant que le prochain plan d'action gouvernemental contre la pauvreté et l'exclusion sociale rapproche significativement les personnes en situation de pauvreté, particulièrement les femmes, de la sortie de la pauvreté.



Joanne Blais, directrice  
Table de concertation du mouvement des femmes de la Mauricie